

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 02 MARS 2011

WOENSDAG 02 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 14 h 50 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "le système informatique commun de la police locale et de la police fédérale" (n° 2602)

01.01 Laurent Devin (PS): Lors de la mise en place de la police intégrée, la police fédérale disposait du système informatique FEEDIS alors que la police locale utilisait l'ISLP. Pour des raisons pratiques, il a été admis qu'il convenait de disposer d'un système informatique commun. Pourtant, les deux systèmes coexistent encore.

Pourquoi la police fédérale a-t-elle refusé d'utiliser l'ISLP, qui est pourtant plus performant que le FEEDIS? Pourriez-vous faire le point sur le projet d'architecture informatique commune? Un projet a été étudié. Qu'en est-il de sa mise en œuvre et de son coût?

01.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'intégration des applications informatiques FEEDIS et ISLP est prévue au sein d'un système informatique commun appelé Pol-Office. Cette opération doit être achevée en 2015. Le coût est pris en charge par le budget commun de la police intégrée.

En attendant la finalisation de ce dispositif, la direction générale de la police administrative de la police fédérale a opté pour l'utilisation d'ISLP. La coexistence de ces deux applications ne constitue pas un frein à l'uniformité.

L'intégration du système suppose trois étapes: la migration technique, qui sera terminée fin 2011 dans les zones et en juin 2012 pour la police fédérale; l'intégration d'outils communs, qui sera achevée fin 2012; et la migration fonctionnelle des applications.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Rita De Bont à la ministre de l'Intérieur sur "le problème des stands de tir" (n° 2917)

02.01 Rita De Bont (VB): Les stands de tir où la police doit s'entraîner laissent fortement à désirer sur les plans de la qualité et de la sécurité. Cinq d'entre eux ont été fermés à la suite d'un contrôle. Il n'existe pas de normes de sécurité fédérales. En outre, les stands de tir privés ne sont généralement pas contrôlés avant d'être utilisés par la police. Dans la majorité des cas, ces stands n'ont même pas fait l'objet d'un contrôle annuel.

La plupart du temps, la police s'exerce dans des stands de tir privés et opte bien souvent pour les moins chers. Ces stands de tir sont généralement vieillots et n'offrent que des possibilités limitées.

La ministre sait-elle que les zones de police ne disposent pas de stands de tir dignes de ce nom? La police fédérale se trouve-t-elle dans la même situation? La ministre envisage-t-elle d'arrêter des mesures de

sécurité pour les stands de tir réservés à l'usage de la police? Comment compte-t-elle amorcer la modernisation des stands de tir?

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Nous voulons adapter les stands de tir aux nouvelles exigences, de manière à ce que les exercices se déroulent dans des conditions optimales et que toutes les normes de sécurité soient respectées.

La police fédérale gère quatorze stands de tir: trois ont été fermés pendant quelques mois pour rénovations, un a été placé sous scellés à la suite d'un incendie. La police utilise au mieux les stands de tir mis à sa disposition, ainsi que les stands de tir privés et de la Défense qui sont loués et possèdent évidemment un permis d'environnement.

La police fédérale n'est pas en défaut, mais il faut intensivement poursuivre la manœuvre de rattrapage. Les règles de sécurité ont été mises au point et la modernisation des stands de tir amorcée. Il a été décidé d'élaborer des normes pour les stands de tir de la police, notamment en termes d'infrastructure. Elles seront transposées dans des arrêtés réglementaires.

02.03 Rita De Bont (VB): Je me réjouis de ce dernier point. À en croire mes informations, les stands de tir privés ne donnent pas entière satisfaction et des normes officielles permettront de clarifier la situation.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le recours à des militaires 'démilitarisés' pour renforcer la sécurité dans les transports publics bruxellois" (n° 2943)

03.01 Jacqueline Galant (MR): Où en sont les négociations relatives au transfert, évoqué par Mme Onkelinx, d'une centaine de militaires vers la police bruxelloise, afin de prêter main-forte aux agents de sécurité des transports en commun? Je suppose qu'ils subiront une formation spécifique. Quelles seront leurs missions? Viendront-ils en renfort des services de sécurité de la STIB, qui aurait engagé récemment une dizaine de vigiles privés?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Il s'agit plus exactement d'ex-militaires. Le gouvernement fédéral a décidé du transfert vers la police fédérale, sur base volontaire, d'une centaine de militaires qui deviendront, après sélection et formation, des policiers à part entière.

Ces policiers seront mis à la disposition du DirCo de Bruxelles et seront déployés en fonction des besoins. Les modalités statutaires ont été négociées et tranchées de façon honorable. Tout le monde reste fidèle aux accords pris. Je m'emploie, avec le ministre de la Défense, à finaliser l'arrêté royal statutaire et à organiser conjointement les sessions d'information.

Les zone de police de Bruxelles ont reçu plus de 30 % des 7,7 millions libérés fin 2010 par le gouvernement fédéral, ce qui permettra le recrutement de 55 inspecteurs de police.

03.03 Jacqueline Galant (MR): Il est urgent que ces militaires deviennent des policiers. Je regrette l'aspect médiatique de la sortie de Mme Onkelinx, qui a fait croire à l'opinion publique des choses qui n'étaient pas vraies.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la fabrication de bombes artisanales" (n° 2945)

04.01 Jacqueline Galant (MR): En France, deux adolescents ont fabriqué une bombe artisanale grâce à internet.

Disposons-nous de données statistiques relatives au nombre de telles bombes découvertes chaque année dans notre pays? Quels sont les coûts de déminage qui en résultent? La police exerce-t-elle une vigilance particulière à l'égard des sites web qui diffusent des recettes d'explosifs? Quels sont nos moyens d'action?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Dès qu'une bombe artisanale est découverte, la police fait appel aux services de déminage du département de la Défense. La réponse à vos deux premières questions relève par conséquent de la compétence de mon collègue de la Défense.

Si la police découvre pareil site web hébergé en Belgique, un procès-verbal est envoyé au parquet qui ordonne à l'hébergeur de bloquer le site. S'il s'agit d'un site web hébergé à l'étranger, la police belge intervient par les canaux d'Interpol ou des officiers de liaison en poste.

L'incident est clos.

05 Question de M. Denis Ducarme à la ministre de l'Intérieur sur "la problématique de la sécurité au sein du métro bruxellois et le manque d'effectifs policiers" (n^{os} 2985 et 3151)

05.01 Denis Ducarme (MR): Les problèmes de sécurité sont récurrents à la STIB vu l'absence d'un plan coordonné de sécurité au niveau des transports en commun. La question particulière de la sécurité sur le réseau de la STIB doit être prise en compte au niveau fédéral étant donné le caractère national de la Région bruxelloise.

Les moyens financiers des zones de police sont insuffisants et la norme KUL obsolète. Aujourd'hui, le cadre organique global pour la Région de Bruxelles-Capitale serait de 6 668 effectifs pour les six zones. Il y a un déficit dans le cadre réel de 600 effectifs.

Une incertitude juridique met des agents du service d'intervention et de sécurité de la STIB dans l'impossibilité de faire leur travail. En effet, des agents de la STIB ont été sanctionnés par le ministère de l'Intérieur parce qu'ils n'étaient pas en possession de la carte Vigilis. Ils ont pourtant suivi leur formation et leurs dossiers sont complets.

La loi du 10 avril 1990 semble en conflit avec l'arrêté du gouvernement bruxellois du 13 décembre 2007, article 5, disposant que "le public est tenu de s'identifier à l'aide d'une pièce d'identité valable lorsque le personnel de contrôle en a fait la demande". Selon la ministre de la Mobilité bruxelloise, des négociations seraient en cours avec vous, mais "la volonté politique au niveau fédéral manquerait".

Quelle part active prend votre département dans la mise en place d'un plan coordonné de sécurité portant sur la sécurisation du métro bruxellois? Y a-t-il vraiment un conflit entre les normes bruxelloise et fédérale? Les décisions prises dans le cadre du budget 2010 sont-elles effectives? Quel est le budget pouvant être mis à disposition des zones de police de la Région de Bruxelles pour combler l'écart entre le cadre réel et le cadre organique?

Il est souvent question de la sécurité dans le métro bruxellois, mais êtes-vous à l'écoute des problèmes importants que connaît également le métro de Charleroi?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'effectif opérationnel attribué aux six zones de police bruxelloises par la norme KUL est de 4 914 policiers. Les effectifs réels sont de 4 820 policiers au 1^{er} février 2011. Le cadre organique reflète la situation idéale souhaitée. La dotation est calculée sur base de cet effectif.

La question du financement complémentaire se pose lorsque l'effectif réel est plus grand que l'effectif qui sert à définir le financement fédéral. Les zones de police bruxelloises ont reçu plus de 30 % des 7,7 millions libérés fin 2010. Ce montant autorise le recrutement de 55 policiers inspecteurs de police. Un montant supplémentaire est également accordé lors des sommets européens.

La police fédérale contribue à la sécurisation du métro bruxellois via différents services. La police des chemins de fer compte actuellement 248 personnes.

On peut compter sur un renfort quasi quotidien de deux à neuf policiers dans le métro. D'autres équipes spécifiques sont également présentes. Des policiers de la réserve fédérale sont régulièrement mis à disposition, après 20 heures et pendant le week-end. Depuis février 2011, 21 actions, préventives et

répressives, ont été mises sur pied. Des efforts ont été consentis dans le domaine du recrutement policier, plus particulièrement pour Bruxelles, et une dotation supplémentaire de 2,4 millions d'euros a été allouée.

Le DirCo a également pour mission de coordonner les missions d'appui de la police fédérale pour les missions supra-locales de police administrative; il est au premier plan de la concertation menée avec l'ensemble des partenaires concernés par le renforcement de la sécurité dans le métro bruxellois.

La mesure structurelle du transfert de 100 militaires vers le DirCo est encore en phase d'exécution. Le service de sécurité de la STIB est agréé depuis le 31 juillet 2008. Depuis, mon administration a délivré 143 cartes d'identification pour ces agents: deux ont été refusées et six sont en cours de traitement.

En 2009, la cellule d'inspection a constaté l'infraction de huit agents de sécurité exerçant des activités sans être en possession d'une carte d'identification ou sans avoir suivi la formation requise. Les procès-verbaux ont donné lieu à un avertissement.

La loi réglementant la sécurité privée prévoit un statut spécifique pour les services de sécurité des sociétés de transport en commun et pour leurs agents. Cette loi prévaut sur les arrêtés du gouvernement bruxellois. Les compétences des agents de sécurité, sommairement décrites sur le site internet de la STIB, sont en concordance avec la même loi. Elles ont donc une base juridique valable.

Je vous transmets un tableau donnant l'évolution des effectifs dans les zones de police bruxelloises.

05.03 Denis Ducarme (MR): Le plan coordonné de sécurité au niveau des sociétés de transport bruxelloises est incontournable. Je vous demande de veiller à sa mise en œuvre tout en signalant que d'autres régions sont aussi concernées. Je prendrai contact avec les TEC et la zone de police de Charleroi avant de revenir vers vous.

L'incident est clos.

06 Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "les structures de coopération intercommunales dans le cadre des sanctions administratives communales (SAC)" (n° 2999)

06.01 Koenraad Degroote (N-VA): L'arrêté royal du 7 janvier 2001 définit la mission du fonctionnaire chargé des sanctions administratives communales (SAC). Les administrations peuvent désigner un fonctionnaire qui sera chargé de cette mission, mais toutes les communes n'en ont pas la possibilité. Un certain nombre d'accords de coopération ont été conclus entre des communes mais cette possibilité n'est pas prévue par l'arrêté royal. Cette lacune a entraîné l'annulation par les tribunaux de police de certains constats et amendes.

Que pense la ministre de la possibilité de mettre en place des accords de coopération intercommunale dans le cadre de la désignation d'un fonctionnaire SAC? Adaptera-t-elle l'arrêté royal afin de combler cette lacune?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): En vertu de l'arrêté royal du 7 janvier 2001, pour les amendes administratives communales, la commune peut désigner le secrétaire communal et des fonctionnaires d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est requis. À défaut, la commune peut demander la désignation d'un fonctionnaire provincial.

Selon moi, il n'y a pas d'objection à une collaboration intercommunale si le fonctionnaire désigné répond aux exigences légales. Il s'agit d'une pratique courante dans de nombreuses communes flamandes, où l'on opte par exemple pour une association interlocale.

Pour l'annulation d'amendes par le juge de police, il s'agit sans doute d'un accord de collaboration entre certaines communes, dans le cadre duquel le fonctionnaire SAC n'est pas un fonctionnaire communal. Cette pratique est contraire à l'arrêté royal.

L'an passé, j'ai demandé à mes services d'examiner si des adaptations sont nécessaires. Le nouveau ministre de l'Intérieur devra régler cette matière.

06.03 Koenraad Degroote (N-VA): Nous apporterons notre collaboration.

L'incident est clos.

07 Question de M. Damien Thiéry à la ministre de l'Intérieur sur "les manifestations prévues par le Voorpost en Wallonie le 27 mars prochain" (n° 3044)

07.01 Damien Thiéry (MR): Le mouvement ultra-nationaliste flamand *Voorpost* a annoncé qu'il allait faire le 27 mars une action dans des communes où il n'a pas l'habitude de se rendre mais qu'il considère comme des communes ayant été autrefois flamandes (Lessines et Tournai). Le bourgmestre de Mont-de-l'Enclus, dans le Hainaut, qui a dû faire enlever les affiches placardées sur les panneaux routiers dans divers endroits de son entité par les activistes de ce mouvement, a d'ores et déjà prévenu la zone de police concernée.

Sur *YouTube*, on peut voir ces activistes déployer un drapeau flamand à Enghien ou à Ploegsteert. Ce mouvement sévit très régulièrement en périphérie et s'inspire d'une idéologie destructrice d'extrême droite. Je m'inquiète de l'impunité dont bénéficient ses membres, car ils s'attaquent aux fondements de notre État de droit et pratiquent des actions violentes.

La Cour européenne des droits de l'homme proclame, à juste titre, que la liberté d'expression constitue un fondement essentiel des sociétés démocratiques. Dès lors qu'un groupement fait explicitement usage de la force avec pour objectif incontestable de tenter de détruire l'édifice des libertés, l'autorité publique se doit de réagir.

Vos services ont-ils été mis au courant de cette manifestation? La police fédérale va-t-elle prendre des mesures pour éviter tout débordement?

Y aura-t-il concertation avec les bourgmestres et avec le ministre de la Justice afin d'envisager des mesures structurelles à l'encontre de ce mouvement, comme l'interdiction pure et simple de *Voorpost*?

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le centre de crise est informé par les services de police de l'intention du *Voorpost*.

Une demande d'autorisation doit être introduite par l'organisateur de la manifestation auprès de chaque bourgmestre. Le bourgmestre peut assortir l'autorisation de certaines conditions. C'est la police locale concernée qui doit mettre sur pied un dispositif afin d'encadrer la manifestation. Si elle l'estime nécessaire, la zone de police locale peut demander des renforts à d'autres zones de police locale et à la police fédérale pour la manifestation.

Aucune demande de renforts n'a été adressée pour l'instant à la police fédérale. Aucune demande de concertation n'émane desdits bourgmestres, qui peuvent gérer de façon indépendante ces événements. Je n'envisage pas d'organiser une concertation avec le ministre de la Justice sur cette problématique.

L'interdiction de groupements comme *Voorpost* n'est pas prévue par la loi. Des initiatives législatives ont déjà été prises au Parlement, mais ces actions n'ont toujours pas abouti.

En cas d'infraction, un procès-verbal sera rédigé par la police.

07.03 Damien Thiéry (MR): Nous savons d'expérience dans nos communes que lorsque le *Voorpost* se déplace, il y a systématiquement des problèmes. Si un ou plusieurs bourgmestres refusent cette manifestation, le *Voorpost* sera encore plus agressif. Précédemment, alors que des bourgmestres avaient refusé l'organisation de manifestations semblables, la tutelle flamande a cassé la décision du bourgmestre ou du collège, pour l'autoriser.

Si vous n'êtes pas vigilante et si vous n'intervenez pas, nous risquons d'en venir au pugilat. Je demande clairement à vos services de faire le nécessaire en vue de cette concertation. Si débordement il y a, je reviendrai vers vous. C'est la première fois que ces manifestants se rendront en territoire wallon. Vos services ne seront pas sortis de l'auberge si cela se passe mal.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Kattrin Jadin au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le transport des déchets radioactifs dans notre pays" (n° 3060)

08.01 Kattrin Jadin (MR): La presse a signalé qu'un transport de déchets nucléaires devait se faire de Mouscron à Mol. Quelles seront les communes traversées? Quelles autorités délivrent-elles les autorisations? Quelle est la législation? Combien de temps ces déchets stationneront-ils sur le territoire wallon? Des mesures particulières sont-elles imposées? Ne faudrait-il pas renforcer la concertation entre Régions, Communautés et pouvoir fédéral?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Ce transport a eu lieu début février pour rapatrier des déchets de centrales nucléaires belges traités en France. Ces transports sont donc logiques. D'autres sont prévus.

La direction générale Centre de crise du SPF Intérieur communique l'itinéraire de ces transports aux gouverneurs des provinces traversées en leur demandant d'informer les bourgmestres concernés. Pour des raisons de sécurité et d'ordre public, le détail des itinéraires empruntés n'est jamais communiqué à la population.

Le transport de matières radioactives est soumis à autorisation de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN). Les arrêts sont limités à ce qui est nécessaire pour l'organisation du transport ou la sécurité. L'AFCN m'a confirmé qu'il n'y a aucun danger pour la population lors de ces transports. En effet, les colis utilisés sont conçus pour assurer la protection des personnes et de l'environnement en toutes circonstances, même accidentelles, et quel que soit le mode de transport utilisé. Ils répondent aux critères rigoureux fixés par l'AIEA et sont soumis à l'approbation de l'AFCN et des autres autorités compétentes des pays traversés.

Les autorités belges assurent un suivi minutieux de ces transports.

08.03 Kattrin Jadin (MR): Je constate que de nombreuses mesures de sécurité sont prises.

L'incident est clos.

Le **président**: MM. Jadot et De Man sont absents. La question n° 3098 de M. Vercamer est reportée.

09 Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les perspectives d'avenir du centre 100 du Hainaut" (n° 3106)

09.01 Jacqueline Galant (MR): La semaine dernière, le service 100 du Hainaut, en grève, n'assurait plus qu'un service minimum. En cause, l'inquiétude vis-à-vis de la mise en œuvre, en octobre, du numéro unique 112 et de ses conséquences en termes de statut pour les agents qui, aujourd'hui, dépendent soit de la commune, soit du fédéral et, à terme, dépendront tous du fédéral.

Les affaires courantes sont-elles un obstacle au dialogue avec les syndicats? Que répondre aux inquiétudes relatives au futur statut? Qu'en est-il du problème des pertes de temps causées par l'intervention prévue d'un opérateur 112 neutre et du manque de formation des agents à prendre les appels 101?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'action menée à Namur avait pour effet de suspendre le processus préparatoire à la migration, tandis que celle de Mons portait, elle, sur les activités du centre: pas de transfert des appels 101 à la police et non-application de la liste des interventions.

Il est normal que les opérateurs communaux soient rassurés sur leur avenir. À mon initiative, la concertation politique avance bien et, une fois les arrêtés royaux de mise en œuvre approuvés, la concertation syndicale pourra reprendre. Le dialogue avec les syndicats a déjà repris.

Le *Computer aided dispatching* (CAD) ASTRID, de même que le regroupement physique des centres, permet un déroulement plus rapide et efficace des secours. Cela a été le cas lors du drame de la crèche de Termonde ou de la catastrophe ferroviaire de Buizingen.

Pour les futures migrations, mes services étudient pour les services 100-112 la possibilité d'une distinction entre, d'une part, dispatching des pompiers et des médecins et, d'autre part, *call-taking*, de manière à envoyer les secours adéquats plus rapidement et à avertir simultanément les différents services de secours concernés.

Des formations adaptées à chaque fonction seront proposées.

09.03 **Jacqueline Galant** (MR): Je me réjouis de la reprise des négociations syndicales. Une bonne communication est importante et souhaitable à l'avenir; la résistance au changement est normale et les agents se posent des questions sur leur futur statut.

L'incident est clos.

10 **Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "l'âge de la retraite des officiers de police" (n° 3131)**

10.01 **Koenraad Degroote** (N-VA): Les membres du personnel du cadre opérationnel moyen et de base de la police peuvent prendre une pension anticipée à 58 ans. Pour les anciens gendarmes, l'âge de la pension anticipée est de 56 ans et pour les anciens officiers subalternes de gendarmerie il est même de 54 ans, alors que la limite pour le personnel CaLog reste à 60 ans.

Lors de la réunion du Comité supérieur de concertation pour les services de police du 10 mars 2010, il a été proposé d'octroyer aux officiers un congé préalable à la pension à partir de 58 ans. La mesure est censée être assortie d'un délai de mise en œuvre de 5 ans et les officiers concernés devraient recevoir 75 % de leur dernier salaire.

La ministre peut-elle confirmer cette convention? Les textes réglementaires ont-ils déjà été élaborés à ce sujet? Quand les arrêtés seront-ils publiés? À terme, souhaite-t-on accorder la pension anticipée à 58 ans à toutes les catégories de personnel du cadre opérationnel? Le délai de mise en œuvre du congé préalable à la pension sera-t-il prolongé?

10.02 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en néerlandais*): Dans le cadre de l'accord sectoriel sur la police intégrée 2009-2010, il a été décidé d'instaurer un congé préalable à la pension pour les officiers de police à partir de l'âge de 58 ans jusqu'à l'âge de la pension de 60 ans au plus tôt. La mesure figure déjà dans un projet de texte mais ne peut pas être soumise aux modalités requises. Je n'ai pas l'intention d'adapter le groupe cible ou les modalités de cette mesure.

L'incident est clos.

Présidente: Myriam Delacroix-Rolin.

11 **Questions jointes de**

- **M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le traitement du rapport du Comité P concernant M. Koekelberg" (n° 3152)**
- **M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "la rémunération de la (des) secrétaire(s) du commissaire général de la police" (n° 3173)**

11.01 **Ben Weyts** (N-VA): Le rapport du Comité P relatif à M. Koekelberg a fait l'objet de fuites.

À combien s'élève l'ensemble des frais? Le rapport est-il suffisant et met-il un point final au dossier? Est-il nécessaire d'élaborer un nouveau code déontologique?

Deux voyages au Qatar ont été organisés pour un total de dix personnes dont sept seulement appartenaient à la police. La vice-présidence – il y a trois vice-présidents – du Comité exécutif d'Interpol, qui se réunit trois fois par an et dont M. Koekelberg a déjà été membre, ne constitue pas un motif suffisant.

Ne sommes-nous pas en présence d'un estompement de la norme? Est-il réellement judicieux de choisir

M. Koekelberg pour élaborer un code déontologique relatif aux missions à l'étranger? Ce code pourra-t-il être soumis au Parlement?

11.02 Jean Marie Dedecker (LDD): Ce que je trouve particulièrement difficile à avaler, c'est la réhabilitation, par M. Koekelberg, des "promotions canapé" de Mmes Ricour et Savonet, qui avaient perdu un certain nombre de prérogatives sur la base du rapport accablant du Comité P.

Pour cette réhabilitation, M. Koekelberg invoque un arrêt de la Cour constitutionnelle, à savoir l'arrêt n° 82/2000. Or cet arrêt n'a absolument rien à voir avec l'affaire concernant Mmes Ricour et Savonet. Il a trait en effet à la prime Copernic de 2002, ce qui est tout autre chose que les "primes Dalton" de ces secrétaires.

Mmes Ricour et Savonet font partie du personnel CaLog. L'arrêt en question ne les concerne donc pas, dès lors qu'il vise clairement le personnel opérationnel. La Cour constitutionnelle ne se prononce même pas sur le fond. Elle se prononce uniquement sur la question de savoir si un arrêté royal est prioritaire ou non, et si cet arrêté induit une discrimination à l'égard du personnel.

L'argument juridique avancé par M. Koekelberg n'a pas la moindre pertinence. Il est donc totalement incompréhensible qu'il ait été accepté et que l'on ait dès lors décidé de restituer les primes aux secrétaires et de les réhabiliter. Cette décision sera-t-elle revue? La ministre peut-elle exercer son droit d'injonction dans ce dossier?

11.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les billets d'avion ont coûté 2 664 euros par personne, les nuitées 300 euros par personne et par jour, les cadeaux d'affaires 17,55 euros par personne et la réception pour 800 invités 44,64 euros par personne. Dans son rapport, le Comité P s'est concentré sur la question de la légalité et du point de vue strictement juridique, il n'y a pas eu d'irrégularités formelles ni de violations du code de déontologie général.

Les directives spécifiques concernant les déplacements de service se sont effectivement révélées être fragmentées et désuètes. C'est pourquoi j'ai demandé au commissaire général de rédiger un code de bonne conduite. Indépendamment de l'aspect juridique, je maintiens qu'un commissaire général ne doit faire parler de lui dans la presse qu'à propos de dossiers policiers. Un projet sera soumis pour examen, d'ici à la fin du mois, à l'Inspection générale de la police fédérale. Ensuite, la commission de déontologie sera consultée pour avis. Ce code, lorsqu'il aura été adopté, s'appliquera à l'ensemble de la police fédérale.

L'arrêt de la Cour constitutionnelle faisait référence à la question préjudicielle relative au contentieux Copernic au sein de la police. L'arrêt ne tranche donc pas sur le fond. Il ressort de l'arrêt que la rétroactivité s'applique à la désignation provisoire à la fonction supérieure déjà exercée par ses collaborateurs de l'époque. Il ne s'agit donc nullement d'une nomination à titre définitif.

De plus, il faut savoir que les collaborateurs concernés ont réussi l'examen de niveau. Il s'agit d'un examen préalable pour les membres du personnel qui souhaitent postuler à une promotion définitive au niveau A mais qui ne possèdent pas de diplôme universitaire. Après avoir réussi cet examen, ils peuvent participer aux examens de sélection de promotion sociale. La réussite de l'ensemble du parcours est sanctionnée par un brevet qui peut être valorisé dans les 7 ans par la mobilité. À ce stade, la nomination définitive au niveau A est encore liée à l'obtention d'une fonction à ce niveau par une sélection dans le cadre de la mobilité. Une désignation temporaire de C à A ne peut donc en aucun cas être confondue avec une nomination définitive de C à A.

L'examen de niveau est organisé, pour tous les membres du personnel CaLog, par la direction du recrutement et de la sélection. Il consiste en des tests informatisés dont les résultats sont générés automatiquement.

11.04 Ben Weyts (N-VA): J'espère que je recevrai tout à l'heure les chiffres sur papier. Je pars du principe que nous parlons bien ici d'une somme de 100 000 euros, dépense que je déplore au vu des bénéfices qu'elle rapporte à la police fédérale. Il est toutefois à saluer que la ministre saisit l'occasion pour faire promulguer un nouveau code de déontologie.

11.05 Jean Marie Dedecker (LDD): Le Conseil d'État a annulé la décision de dégrader Mmes Ricour et

Savonet sur la base de l'argument selon lequel seul le commissaire général est habilité à le faire et non la ministre, comme ce fut le cas. Voilà l'unique motif. M. Koekelberg invoque un arrêt de la Cour constitutionnelle datant de 2002, qui ne concerne aucunement les dames en question. Le rapport du Comité P est très clair à ce sujet. De toute évidence, M. Koekelberg est au-dessus des lois.

L'incident est clos.

Président: Ben Weyts.

Le **président**: La question n° 3155 de Mme Van Cauter est reportée.

12 Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "la vente libre des lasers" (n° 3162)

12.01 Kattrin Jadin (MR): Le laser est un outil très utilisé et apprécié par le monde professionnel, mais son utilisation inadéquate peut présenter des dangers. Des plaisantins auraient pointé leurs lasers vers des pilotes d'avions ou d'hélicoptères, ainsi aveuglés. Les risques d'accidents étant importants, les auteurs de tels actes risquent entre dix et trente ans de prison.

J'avais initialement posé la question au secrétaire d'État à la Mobilité, concernant la sécurité à l'aéroport de Zaventem.

Quelles mesures seront-elles prises par nos aéroports pour éviter que de tels actes se reproduisent?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Ces lasers n'étant pas considérés comme des armes, je n'ai pas la compétence d'en limiter l'usage. Leur vente libre relève de la compétence de mon collègue des Affaires économiques.

Les mesures de sécurité en vigueur dans les aéroports belges sont de la compétence du secrétaire d'État à la Mobilité. Le contrôle du respect de ces mesures relève de la compétence de l'exploitant de l'aéroport. Des contrôles de qualité sont exécutés conformément à la législation.

12.03 Kattrin Jadin (MR): Voilà la raison pour laquelle j'avais adressé cette question au secrétaire d'État à la Mobilité!

J'ignore la raison pour laquelle ma question a été réorientée vers la ministre Mme Turtelboom. Je suis néanmoins satisfaite des informations obtenues. Je poserai également ma question à MM. Schouppe et Van Quickenborne.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "l'emploi des armes de service par des agents fédéraux du SPF Intérieur dans un stand de tir privé" (n° 3164)

13.01 Kattrin Jadin (MR): La circulaire ministérielle du 29 octobre 2010 relative à l'application de la législation sur les armes prévoit les conditions pour que les policiers puissent utiliser leur arme de service dans un stand de tir privé: fournir une attestation de réussite de l'épreuve théorique de la loi sur les armes, un certificat médical, un extrait du casier judiciaire, une attestation d'aptitude à manipuler son arme de service si le policier a moins de cinq ans d'ancienneté, un avis favorable du chef de corps et du chef de zone et payer une redevance de 90,73 euros pour le modèle 4.

Certaines de ces conditions me semblent tout à fait anormales comme exiger cinq ans d'ancienneté, qui implique qu'un policier sortant de sa formation est incapable d'utiliser son arme de service.

La formation actuelle des policiers est-elle insuffisante? N'est-ce pas là une façon d'empêcher le policier d'améliorer ou de parfaire son niveau au tir? Ne faudrait-il pas rétablir les stands de tir de la police fédérale? Que doit faire aujourd'hui un policier pour conserver son niveau de tir?

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Je suis consciente du fait qu'il y a un certain manque en

centres de tir pour les services de police du fait que quatre centres, gérés par la police fédérale, ne sont pas disponibles. Le centre de tir du palais de justice de Bruxelles a également été fermé.

La circulaire du 29 octobre 2010 relève de la compétence de mon collègue de la Justice. Elle prévoit que la procédure à suivre est la même pour tout le monde. Néanmoins, ce sujet est actuellement à l'étude, au sein du service juridique de la police fédérale. Je vous ferai connaître l'avis dès qu'il sera en ma possession.

13.03 Kattrin Jadin (MR): J'ai déjà posé la même question au ministre de la Justice afin d'envisager des solutions.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation des radars routiers" (n° 3171)

14.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Le respect des limitations de vitesse permettrait de réduire fortement le nombre de tués sur la route.

La presse a relaté plusieurs cas d'acquiescement de personnes se trouvant clairement en excès de vitesse, en raison de problèmes administratifs ou techniques dans l'utilisation des radars: acquiescement car le manuel d'utilisation du radar était rédigé en néerlandais; acquiescement par absence de photo-test; acquiescement parce que le modèle d'un radar n'était pas visé par l'arrêté royal du 11 octobre 1997; acquiescement du fait de l'étalonnage d'un appareil après deux ans et huit jours au lieu des deux ans maximum exigés, etc.

Quelles mesures ont-elles été prises afin que de telles erreurs ne se reproduisent pas?

14.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Tous les radars utilisés par la police fédérale de la route ont été homologués et l'étalonnage a lieu périodiquement.

S'agissant des 195 zones de police, je n'ai pas connaissance d'un recours à des radars non conformes. Cette question relève de la compétence des autorités locales.

Dans chaque procès-verbal pour excès de vitesse constaté à l'aide d'un radar, la police mentionne le numéro du PV d'étalonnage. À défaut, le constat est contestable en justice, et le procès-verbal n'a pas de force probante légale.

14.03 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Ne pensez-vous pas qu'il serait intéressant d'envoyer un courrier aux zones pour attirer leur attention sur le fait que le maximum est de deux ans?

14.04 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Nous aviserons ...

L'incident est clos.

15 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "les conséquences pour la sécurité de certaines grèves des centres d'appel d'urgence" (n° 3172)

15.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): En attendant que soit résolu le problème de la fédéralisation des opérateurs des centres d'appel d'urgence, ces derniers auraient décidé, dans le Brabant flamand, de ne s'exprimer qu'en néerlandais. Je souhaite tirer la sonnette d'alarme devant les conséquences vitales que peuvent présenter en situation d'urgence ces problèmes de communication.

Confirmez-vous ces problèmes de communication entre opérateurs néerlandophones et sapeurs-pompier francophones? Quelles initiatives avez-vous prises pour calmer la crise? Avez-vous organisé une concertation et une médiation avec Louvain? Les migrations des centres 100 sont-elles toutes prévues pour l'automne 2011 ou sont-elles reportées, comme à Namur?

15.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Alors qu'une lettre du bourgmestre de Braine-l'Alleud illustre ses préoccupations au moyen d'un cas précis, celles-ci sont contredites par le chef du centre 100 de

Louvain. Mes services poursuivent l'enquête.

Dès que la conclusion d'un accord politique permettra de prendre la mise en œuvre, la concertation syndicale pourra débuter, et dès qu'elle aura défini les contours des transferts des agents communaux vers le fédéral, le personnel, qui dépend toujours actuellement des communes, en sera tenu informé. J'ai communiqué à M. Tobback que les travaux relatifs à la fédéralisation du personnel continuent pendant les affaires courantes.

Pour les autres centres 100, une migration phasée est prévue, dont les préposés sont les acteurs clefs.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3155 de Mme Van Cauter est transformée en question écrite. Les questions n°^{os} 3068 de M. Jadot, 3098 de M. Vercamer, 3145 de M. Calvo et 3087 de M. De Man sont reportées.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 23.

De behandeling van de vragen vangt aan om 14.50 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van de heer Laurent Devin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het gemeenschappelijke computersysteem voor de lokale en de federale politie" (nr. 2602)

01.01 Laurent Devin (PS): Toen de geïntegreerde politie werd opgericht, beschikte de federale politie over het informaticasysteem FEEDIS en gebruikte de lokale politie ISLP. Men ging ervan uit dat het om praktische redenen meer aangewezen zou zijn om over een gemeenschappelijk computersysteem te beschikken. Beide systemen bestaan echter nog altijd naast elkaar.

Waarom weigerde de federale politie om ISLP te gebruiken, terwijl dat systeem performanter is dan FEEDIS? Hoever staat het met het plan voor een gemeenschappelijk informaticasysteem? Er werd een project onderzocht. Hoever staat het met de uitvoering ervan en hoeveel zou een en ander kosten?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De informaticasystemen FEEDIS en ISLP zullen geïntegreerd worden in één gemeenschappelijk informaticasysteem, namelijk Pol Office. Dat moet in 2015 een feit zijn. De kosten komen ten laste van de gemeenschappelijke begroting van de geïntegreerde politie.

In afwachting van het nieuwe systeem zal de Algemene directie bestuurlijke politie van de federale politie ISLP gebruiken. Het feit dat beide systemen naast elkaar bestaan, brengt de eenvormigheid niet in het gedrang.

Voor de integratie van het systeem moeten er drie fasen doorlopen worden: de technische migratie, die afgerond zal zijn tegen eind 2011 voor de politiezones en in juni 2012 voor de federale politie; de integratie van gemeenschappelijke instrumenten, die tegen eind 2012 afgerond zal zijn; en de functionele migratie van de applicaties.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de problematiek van de schietstanden" (nr. 2917)

02.01 Rita De Bont (VB): De kwaliteit en de veiligheid van de schietstanden die de politie moet gebruiken, laten veel te wensen over. Na controle werden er vijf gesloten. Federale veiligheidsnormen zijn er niet en private schietstanden worden meestal niet gecontroleerd voor ze door de politie in gebruik worden genomen, meestal is er ook geen jaarlijkse controle.

De politie oefent meestal in private schietstanden, waarbij vaak voor de goedkoopste wordt gekozen. Vaak zijn dit aftandse standen met beperkte mogelijkheden.

Is de minister op de hoogte van het gebrek aan degelijke schietstanden voor de politiezones? Blijft de federale politie hier in gebreke? Is de minister bereid om veiligheidsmaatregelen uit te werken voor schietstanden voor politiedoeleinden? Op welke manier wil ze een aanzet geven tot de modernisering van de schietstanden?

02.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): We willen de schietstanden aan de nieuwe eisen aanpassen. We wensen dat de oefeningen in optimale omstandigheden gebeuren en dat alle veiligheidsnormen worden gerespecteerd.

De federale politie beheert veertien schietstanden, drie schietstanden zijn enkele maanden gesloten geweest voor verbouwingen, één is verzegeld na een brand. De politie gebruikt optimaal de haar ter beschikking gestelde schietstanden en de schietstanden, privé en van Defensie, die worden gehuurd en die uiteraard over een milieuvergunning beschikken.

De federale politie blijft niet in gebreke, maar de inhaalbeweging moet intensief worden voortgezet. De uitwerking van veiligheidsmaatregelen en de aanzet tot modernisering van de schietstanden werd gegeven. Er werd besloten om normen voor de politieschietstanden, onder meer inzake infrastructuur, uit te werken. Die zullen in reglementaire besluiten worden omgezet.

02.03 **Rita De Bont** (VB): Dat laatste verheugt mij. Volgens mijn informatie voldoen de privéschietstanden niet. Dat zal duidelijker worden als de normen op papier staan.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het inzetten van 'gedemilitariseerde' militairen om de veiligheid in het Brusselse openbaar vervoer te verhogen" (nr. 2943)**

03.01 **Jacqueline Galant** (MR): Mevrouw Onkelinx kondigde onlangs aan dat er een honderdtal militairen naar de Brusselse politie zouden worden overgeheveld, ter ondersteuning van de veiligheidsagenten van de openbare vervoersmaatschappijen. Hoever staan de onderhandelingen dienaangaande? Ik veronderstel dat die militairen een specifieke opleiding zullen krijgen. Welke taken zullen ze op zich nemen? Zullen ze ook de veiligheidsdiensten van de MIVB versterken, die naar verluidt onlangs een tiental private bewakingsagenten heeft aangenomen?

03.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Het gaat meer bepaald om ex-militairen. De federale regering heeft besloten dat een honderdtal militairen op vrijwillige basis kunnen overgaan naar de federale politie. Na een selectie en een opleiding zullen ze dan volwaardig politiepersoneel worden.

Deze politiebeambten zullen ter beschikking worden gesteld van de DirCo van Brussel, en zullen worden ingezet in functie van de noden. Er werd onderhandeld over de statutaire modaliteiten en er werd een billijke regeling getroffen. Iedereen staat achter de afspraken. Samen met de minister van Landsverdediging leg ik de laatste hand aan het koninklijk besluit dat hun statuut regelt, en samen zullen we infosessies organiseren.

De politiezone Brussel ontving meer dan 30 procent van de 7,7 miljoen euro, die eind 2010 door de federale overheid werden uitgetrokken, waardoor er 55 politie-inspecteurs in dienst zullen kunnen worden genomen.

03.03 **Jacqueline Galant** (MR): Die militairen moeten dringend het statuut van politieagent krijgen. Ik betreur dat minister Onkelinx met haar uitval vooral media-aandacht zocht door de publieke opinie dingen voor te houden die niet kloppen.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het zelf vervaardigen van bommen" (nr. 2945)**

04.01 **Jacqueline Galant** (MR): In Frankrijk hebben twee adolescenten aan de hand van aanwijzingen op het internet zelf een bom in elkaar geknutseld.

Zijn er statistieken beschikbaar over het aantal zelfgemaakte bommen dat jaarlijks in ons land wordt ontdekt? Hoeveel kost het om die tuigen onschadelijk te maken? Ziet de politie nauwlettend toe op websites die handleidingen voor het maken van explosieven verspreiden? Over welke middelen beschikken we om daar actie tegen te ondernemen?

04.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Wanneer een zelf vervaardigde bom wordt ontdekt, doet de politie een beroep op de ontmijningsdiensten van het departement Defensie. Voor het antwoord op uw eerste twee vragen is mijn collega van Landsverdediging dus bevoegd.

Als de politie een dergelijke website in België op het spoor komt, wordt er een proces-verbaal bezorgd aan het parket, dat de webhost opdraagt de website te blokkeren. Wanneer het om een buitenlandse website gaat, richt de Belgische politie zich tot Interpol of tot de verbindingsofficieren ter plaatse.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Denis Ducarme aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het veiligheidsprobleem in de Brusselse metro en het tekort aan politiepersoneel" (nrs 2985 en 3151)**

05.01 **Denis Ducarme** (MR): Aangezien er geen gecoördineerd veiligheidsplan is bij het openbaar vervoer, zijn veiligheidsproblemen bij de MIVB schering en inslag. De bijzondere kwestie van de veiligheid op het MIVB-net moet op federaal niveau in aanmerking worden genomen, gelet op het nationaal karakter van het Brussels Gewest.

De financiële middelen van de politiezones zijn ontoereikend en de KUL-norm is achterhaald. Vandaag zou de globale organieke formatie voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 6.658 manschappen voor de zes zones omvatten. In de effectieve formatie is er een tekort van 600 manschappen.

Agenten van de interventie- en veiligheidsdienst van de MIVB kunnen hun werk niet doen omdat ze geconfronteerd worden met een juridische onzekerheid. MIVB-agenten kregen zelfs een sanctie van de minister van Binnenlandse Zaken omdat ze niet in het bezit waren van een Vigiliskaart. Ze hebben nochtans de vereiste opleiding gevolgd en hun dossiers zijn volledig.

De wet van 10 april 1990 lijkt in strijd te zijn met artikel 5 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2007, waarin gesteld wordt dat het publiek verplicht is zich met een geldig identiteitsbewijs te identificeren wanneer het controlepersoneel daarom vraagt. Volgens de Brusselse minister van Mobiliteit zou er weliswaar met u onderhandeld worden, maar zou het op federaal niveau aan politieke wil ontbreken.

In welke mate werkt uw departement mee aan de opstelling van een gecoördineerd veiligheidsplan om de Brusselse metro veiliger te maken? Is er werkelijk een conflict tussen de Brusselse en de federale normen? Worden de beslissingen die in het kader van de begroting 2010 werden genomen ook uitgevoerd? Welk budget kan er worden uitgetrokken voor de politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de kloof tussen de werkelijke personeelsbezetting en het organieke personeelsbestand te dichten?

Er wordt vaak gesproken over de veiligheid in de Brusselse metro, maar hebt u ook oog voor de grote veiligheidsproblemen in de metro van Charleroi?

05.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Het operationeel personeelsbestand dat op grond van de KUL-norm wordt toegekend aan de zes Brusselse politiezones omvat 4.914 politieagenten. Op 1 februari 2011 bedroeg het reële personeelsbestand 4.820 politieagenten. De personeelsformatie geeft de gewenste ideale situatie weer. De dotatie wordt berekend op grond van het personeelsbestand.

De kwestie van aanvullende financiering rijst wanneer het reële personeelsbestand groter is dan het personeelsbestand op grond waarvan de federale dotatie wordt bepaald. Meer dan 30 procent van de 7,7 miljoen euro die eind 2010 uitgetrokken werd, is naar de Brusselse politiezones gegaan. Met dat bedrag kunnen er 55 politie-inspecteurs aangeworven worden. Een aanvullend bedrag wordt eveneens toegekend voor Europese toppen.

De federale politie zet personeel van diverse diensten in om de veiligheid in de Brusselse metro te verhogen. Bij de spoorwegpolitie zijn er 248 personen in dienst.

Er worden bijna elke dag twee tot negen extra politiemensen ingezet in de metro. Er zijn ook andere specifieke teams aanwezig. Er worden geregeld agenten van de federale reserve ter beschikking gesteld, na 20 uur en tijdens het weekend. Sinds begin februari 2011 werden er 21 preventieve en repressieve acties opgezet. Er werden inspanningen geleverd op het stuk van de indienstneming van politiemensen, in het bijzonder voor Brussel, en er werd een bijkomende dotatie van 2,4 miljoen euro toegekend.

De coördinatie van de ondersteuning door de federale politie bij supralokale opdrachten van bestuurlijke politie behoort eveneens tot het takenpakket van de DirCo; hij vervult een belangrijke rol in het overleg tussen alle partners die betrokken zijn bij het versterken van de veiligheid in de Brusselse metro.

De overheveling, bij wijze van structurele maatregel, van 100 militairen naar de DirCo zit nog in de uitvoeringsfase. De veiligheidsdienst van de MIVB heeft sinds 31 juli 2008 een erkenning. Inmiddels heeft mijn administratie voor die veiligheidsbeambten 143 identificatiekaarten uitgereikt; twee aanvragen werden afgewezen en momenteel worden er zes aanvragen behandeld.

In 2009 stelde de inspectiecel vast dat acht veiligheidsagenten activiteiten uitvoerden, maar niet over een identificatiekaart beschikten of niet de vereiste opleiding hadden gevolgd. De processen-verbaal leidden tot een waarschuwing.

De wet tot regeling van de private veiligheid voorziet in een specifiek statuut voor de veiligheidsdiensten van de openbare vervoersmaatschappijen en voor hun personeelsleden. Deze wet staat boven de besluiten van de Brusselse regering. De bevoegdheden van de veiligheidsagenten, die bondig worden beschreven op de website van de MIVB, stemmen met deze wet overeen en hebben dus een geldige wettelijke grondslag.

Ik bezorg u een tabel met de evolutie van het personeelsbestand van de Brusselse politiezones.

05.03 Denis Ducarme (MR): Er moet hoe dan ook rekening gehouden worden met het overkoepelend veiligheidsplan voor de Brusselse vervoersmaatschappijen. Ik vraag u ervoor te zorgen dat het wordt uitgevoerd, maar ik wil er ook op wijzen dat de problematiek niet beperkt blijft tot het Brussels Gewest. Ik zal met de TEC en de politiezone van Charleroi contact opnemen voordat ik u opnieuw over deze kwestie ondervraag.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de intergemeentelijke samenwerkingsverbanden in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties (GAS)" (nr. 2999)

06.01 Koenraad Degroote (N-VA): Het KB van 7 januari 2001 beschrijft de functie van de ambtenaar die belast is met de gemeentelijke administratieve sancties (GAS). Gemeentebesturen kunnen hiervoor een ambtenaar aanwijzen, maar niet alle gemeenten hebben die mogelijkheid. Er zijn verschillende gemeentelijke samenwerkingsverbanden ontstaan, maar het KB voorziet daar niet in. Door die wettelijke lacune werden vaststellingen en boetes ongedaan gemaakt door de politierechtbanken.

Hoe staat de minister tegenover de mogelijkheid van een intergemeentelijke samenwerking bij de aanstelling van een GAS-ambtenaar? Zal ze het KB aanpassen om de lacune weg te werken?

06.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Bij KB van 7 januari 2001 werd bepaald dat de gemeente voor de gemeentelijke administratieve sancties de gemeentesecretaris en ambtenaren met het niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkgesteld diploma is vereist, kan aanstellen. Bij ontstentenis daarvan kan de aanstelling worden gevraagd van een provincieambtenaar.

Volgens mij is er geen bezwaar tegen een intergemeentelijke samenwerking als de aangestelde ambtenaar voldoet aan de wettelijke vereisten. Dit is een courante praktijk in heel wat Vlaamse gemeenten, waarbij

bijvoorbeeld wordt gekozen voor een interlokale vereniging.

Bij het ongedaan maken van boetes door de politierechter gaat het waarschijnlijk om een samenwerkingsverband van bepaalde gemeentes waarbij de GAS-ambtenaar geen gemeentelijke ambtenaar is. Deze praktijk is strijdig met het KB.

Ik heb mijn diensten vorig jaar gevraagd om te bekijken of er aanpassingen nodig zijn. De nieuwe minister van Binnenlandse Zaken zal dit moeten regelen.

06.03 Koenraad Degroote (N-VA): Wij zullen daaraan meewerken.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de door Voorpost op 27 maart 2011 in Wallonië geplande manifestaties" (nr. 3044)

07.01 Damien Thiéry (MR): De Vlaamse ultranationalistische beweging Voorpost heeft aangekondigd dat ze op 27 maart een actie zou organiseren in gemeenten waar ze meestal niet komt, maar die volgens haar ooit Vlaams zijn geweest (Doornik en Lessen). De burgemeester van Mont-de-l'Enclus (Henegouwen) heeft de affiches die door militanten van die beweging op verschillende plaatsen in zijn gemeente op verkeersborden waren aangebracht, laten verwijderen en heeft de betrokken politiezone al gewaarschuwd.

Op YouTube valt te zien hoe die militanten in Edingen en Ploegsteert met een Vlaamse vlag zwaaien. Deze beweging treedt regelmatig hard op in de rand en bedient zich van een extreem rechtse destructieve ideologie. Ik ben bezorgd over de straffeloosheid van haar leden, die de grondvesten van onze rechtsstaat ondermijnen en gewelddadige acties op het getouw zetten.

Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens verkondigt terecht dat de vrijheid van meningsuiting een essentieel grondrecht is van de democratische samenlevingen. Zodra een groepering expliciet geweld gebruikt om onmiskenbaar te trachten de vrijheden te vernietigen, moet de overheid reageren.

Zijn uw diensten op de hoogte van die manifestatie? Zal de federale politie maatregelen nemen om te voorkomen dat een en ander uit de hand zou lopen?

Zal er met de burgemeesters en de minister van Justitie overleg worden gepleegd, zodat er tegen deze beweging structurele maatregelen kunnen worden getroffen, zoals bijvoorbeeld het simpelweg verbieden van Voorpost?

07.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Het crisiscentrum werd door de politiediensten ingelicht over de plannen van Voorpost.

De organisator van de manifestatie moet elke burgemeester om toelating vragen. De burgemeester kan aan de toelating bepaalde voorwaarden verbinden. Het is de betrokken lokale politiezone die voorzieningen moet treffen om de manifestatie in goede banen te leiden. De lokale politiezone kan, indien ze dat nodig acht, versterking vragen van andere lokale politiezones en van de federale politie.

Tot nog toe werd de federale politie niet om versterking gevraagd. De betrokken burgemeesters vragen niet om overleg; zij mogen die gebeurtenissen naar eigen goeddunken aanpakken. Ik ben niet van plan over deze kwestie met de minister van Justitie overleg te plegen.

Het is bij wet niet mogelijk groeperingen als Voorpost te verbieden. Er werden reeds wetgevende initiatieven genomen door het Parlement, maar tot dusver zonder resultaat.

Wanneer er overtredingen worden begaan, zal de politie proces-verbaal opmaken.

07.03 Damien Thiéry (MR): In onze gemeenten weten we uit ervaring dat er stelselmatig problemen zijn wanneer Voorpost de boer opgaat. Als een of meer burgemeesters die manifestatie niet toelaten, zal Voorpost nog agressiever zijn. Het is al gebeurd dat burgemeesters weigerden soortgelijke manifestaties toe

te laten, maar de Vlaamse toezichhoudende overheid verbrak toen de beslissing van de burgemeester of het college en liet de manifestaties toch doorgaan.

Als u niet oppast en niet optreedt, dreigen we een knokpartij te krijgen. Ik vraag duidelijk dat uw diensten het nodige zouden doen met het oog op een dergelijk overleg. Als het tot ongeregeldheden komt, zal ik opnieuw bij u aankloppen. Het is de eerste keer dat die manifestanten naar Wallonië afzakken. Als dat slecht afloopt, zullen uw diensten er niet zomaar mee weggkomen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de minister van Klimaat en Energie over "het vervoer van kernafval in ons land" (nr. 3060)

08.01 Kattrin Jadin (MR): De pers heeft laten weten dat er nucleair afval getransporteerd zou worden van Moeskroen naar Mol. Welke gemeenten zullen doorkruist worden? Welke autoriteiten geven hiervoor de toestemming? Welke wetgeving is er van toepassing? Hoelang zal dit nucleair afval op Waals grondgebied blijven? Worden er bijzondere maatregelen opgelegd? Moet er niet meer overleg tussen de Gewesten, de Gemeenschappen en de federale overheid tot stand worden gebracht?

08.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Dat transport had begin februari plaats om afval uit Belgische kerncentrales dat in Frankrijk werd verwerkt, terug te brengen. Die transporten moeten dus logischerwijze worden georganiseerd. Er zijn er nog andere gepland.

De algemene directie Crisiscentrum van de FOD Binnenlandse Zaken deelt de reisweg van deze transporten mee aan de gouverneurs van de provincies waardoor ze zich verplaatsen en vragen hun de betrokken burgemeesters op de hoogte te brengen. Om veiligheidsredenen en om redenen van openbare orde worden de details van de reisweg nooit meegedeeld aan de bevolking.

Voor het vervoer van radioactieve stoffen is een vergunning van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) vereist. Het aantal stops wordt beperkt tot wat nodig is voor de organisatie van het transport of voor de veiligheid. Het FANC heeft me verzekerd dat er tijdens die transporten geen enkel gevaar is voor de bevolking. De colli zijn immers ontworpen om de veiligheid van de personen en de omgeving in alle omstandigheden te verzekeren, ook wanneer er zich een ongeval zou voordoen, en ongeacht het gebruikte vervoermiddel. Ze beantwoorden aan de strenge eisen die door het IAEA worden vastgelegd en moeten over de goedkeuring beschikken van het FANC en van de andere bevoegde autoriteiten van de landen waar het transport doorheen gaat.

De Belgische autoriteiten volgen die transporten nauwgezet op.

08.03 Kattrin Jadin (MR): Ik stel vast dat er tal van veiligheidsmaatregelen genomen worden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heren Jadot en De Man zijn afwezig. Vraag nr. 3098 van de heer Vercamer wordt uitgesteld.

09 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toekomstperspectieven voor de 100-centrale van Henegouwen" (nr. 3106)

09.01 Jacqueline Galant (MR): Vorige week was er door de staking van de dienst 100 in Henegouwen alleen een minimumdienstverlening. Er heerst immers ongerustheid omdat er in oktober een uniek nummer 112 wordt ingevoerd en dat zulks gevolgen heeft voor het statuut van de werknemers. Deze hangen thans af van de gemeente of van het federale niveau en zullen op termijn naar het federale niveau worden overgeheveld.

Vormt de periode van lopende zaken een hinderpaal voor het overleg met de vakbonden? Kan er een antwoord worden geboden op de heersende ongerustheid over het nieuwe statuut? Wat met de kwestie van het tijdverlies door de geplande invoering van een neutrale 112-calltaker en het gebrek aan opleiding bij de

personeelsleden voor het beantwoorden van 101-oproepen?

09.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Door de actie in Namen werd de voorbereiding van de migratie opgeschort, terwijl de actie in Bergen gevolgen had voor de activiteiten van het centrum: de 101-oproepen naar de politie werden niet doorgeschakeld en de interventielijst werd niet toegepast.

Het is normaal dat de gemeentelijke operatoren gerustgesteld worden met betrekking tot hun toekomst. Op mijn initiatief vlot het politiek overleg goed en zodra de uitvoeringsbesluiten goedgekeurd zijn, zal het eigenlijke vakbondsoverleg hervat kunnen worden. De dialoog met de vakbonden is reeds hervat.

De computerondersteunde meldkamer (CAD) ASTRID en de fysieke hergroepering van de centra zorgen ervoor dat de hulpverlening sneller en efficiënter verloopt. Dat bleek bij het drama in het kinderdagverblijf in Dendermonde en de treinramp in Buizingen.

Wat de toekomstige migraties betreft, onderzoeken mijn diensten of het voor de 100- en 112-diensten mogelijk is om een onderscheid te maken tussen de dispatchingfunctie (brandweer en artsen), enerzijds, en de *call-taking*, anderzijds, om zo snel mogelijk adequate hulp ter plaatse te kunnen bieden en tegelijkertijd de verschillende betrokken hulpdiensten te waarschuwen.

Voor elk van de functies zullen er specifieke opleidingen worden aangeboden.

09.03 **Jacqueline Galant** (MR): Het verheugt me dat de vakbondsonderhandelingen worden hervat. Het is belangrijk en wenselijk dat er in de toekomst afdoend wordt gecommuniceerd. Het is normaal dat men afkerig is van verandering. Het personeel vraagt zich af hoe zijn toekomstige statuut er zal uitzien.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de pensioenleeftijd van de politieofficieren" (nr. 3131)**

10.01 **Koenraad Degroote** (N-VA): De personeelsleden van het operationele midden-, basis- en agentenkader van de politie kunnen vervroegd met rustpensioen vanaf 58 jaar. Voor gewezen rijkswachters is dit 56 jaar, voor gewezen lagere rijkswachtofficiërs zelfs 54 jaar, terwijl de grens voor het CaLog-personeel op 60 jaar ligt.

Op een vergadering van het Hoog Overlegcomité voor de politiediensten van 10 maart 2010 werd voorgesteld om aan de officieren een verlof toe te kennen voorafgaand aan het pensioen vanaf 58 jaar. De maatregel zou uitwerkingstermijnen hebben van 5 jaar en de betrokken officieren zouden 75 procent van hun laatste loon krijgen.

Kan de minister deze overeenkomst bevestigen? Werden daarover al reglementaire teksten uitgewerkt? Wanneer worden de besluiten gepubliceerd? Wil men op termijn komen tot een vervroegd pensioen vanaf 58 jaar voor alle categorieën van het operationele kader? Zal de uitwerkingstermijn van het verlof voorafgaand aan het pensioen worden verlengd?

10.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): In het raam van het sectoraal akkoord geïntegreerde politie 2009-2010 is besloten om voor de politieofficieren een verlof voorafgaand aan het pensioen in te voeren vanaf 58 jaar tot de vroegst mogelijke pensioenleeftijd van 60 jaar. De maatregel is al opgenomen in een ontwerptekst, maar kan momenteel niet worden onderworpen aan de vereiste pleegvormen. Ik ben niet van plan om de doelgroep of de modaliteiten van die maatregel aan te passen.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Myriam Delacroix-Rolin.

11 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de afhandeling van het rapport van het Comité P inzake de heer Koekelberg" (nr. 3152)

- de heer Jean Marie Dedecker aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de verloning van de secretaresse(s) van de commissaris-generaal van de politie" (nr. 3173)

11.01 Ben Weyts (N-VA): Het rapport van het Comité P inzake de heer Koekelberg is uitgelekt.

Wat was het totaalplaatje van de kosten? Volstaat het rapport en is hiermee de kous af? Is er nood aan een nieuwe deontologische code?

Er zijn twee reizen georganiseerd naar Qatar met in totaal tien mensen waarvan er slechts zeven politiemensen waren. Het vicevoorzitterschap – er zijn drie vicevoorzitters – van het uitvoerend comité van Interpol, dat driemaal per jaar vergadert en waarvan de heer Koekelberg al lid is geweest, is hiervoor niet belangrijk genoeg.

Is hier geen sprake van normvervaging? Is de heer Koekelberg wel de juiste persoon om een deontologische code uit te werken met betrekking tot buitenlandse reizen? Kan die code aan het Parlement worden voorgelegd?

11.02 Jean Marie Dedecker (LDD): Waar ik het vooral moeilijk mee heb is het in ere herstellen door de heer Koekelberg van de canapébenoemingen van mevrouw Ricour en mevrouw Savonet, die op basis van het vernietigende rapport van het Comité P van 2008 een aantal prerogatieven verloren hadden.

De heer Koekelberg beroept zich hiervoor op een arrest van het Grondwettelijk Hof, arrest nr. 82/2000. Dit arrest heeft echter totaal niets te maken met de zaak van Ricour of Savonet. Het gaat over de Copernicuspremie van 2002, iets helemaal anders dan de Daltonpremies van deze secretaresses.

Mevrouw Ricour en mevrouw Savonet behoren tot het CaLog-personeel, dus gaat dit arrest niet over hen, maar klaar en duidelijk over operationeel personeel. Het Grondwettelijk Hof doet zelfs geen uitspraak ten gronde. Het spreekt zich alleen uit over de vraag of een KB voorrang heeft of niet en of dat KB het personeel dan discrimineert.

Het juridische argument waar de heer Koekelberg mee uitpakt doet totaal niets ter zake. Waarom het argument aanvaard werd om de secretaresses opnieuw hun premies toe te kennen en ze in ere te herstellen is totaal onbegrijpelijk. Wordt dit herzien? Kan de minister ter zake haar injunctierecht uitoefenen?

11.03 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De vliegtuigtickets kostten 2.664 euro per persoon, de overnachtingen 300 euro per dag per persoon, de beleefdheidsgeschenken 17,55 euro per persoon en de receptie voor de 800 deelnemers 44,64 euro per persoon. Het rapport van het Comité P beperkte zich tot de legaliteitskwestie en strikt juridisch zijn er geen formele onregelmatigheden geweest noch schendingen van de algemene deontologische code.

De specifieke richtlijnen inzake dienstreizen bleken inderdaad versnipperd en verouderd. Ik heb de commissaris-generaal dan ook de opdracht gegeven om een gedragscode op te stellen. Ik blijf erbij, los van het juridische aspect, dat een commissaris-generaal enkel in de pers moet komen in verband met politionele zaken. Tegen het einde van deze maand zal een ontwerp voor onderzoek voorgelegd worden aan de Algemene Inspectie van de federale politie. Nadien zal het advies worden ingewonnen van de deontologische commissie. Wanneer de code goedgekeurd wordt, zal ze gelden voor het geheel van de federale politie.

Het arrest van het Grondwettelijk Hof wees op de prejudiciële vraag inzake het Copernicus-contentieux bij de politie. Het arrest beslecht dus niets ten gronde. Uit het arrest blijkt dat de retroactieve toekenning geldt voor een tijdelijke aanstelling in het hoger ambt die zijn medewerkers van toen af aan reeds uitoefenden. Het gaat hier dus niet om een definitieve benoeming.

Verder is het zo dat de betrokken medewerkers slaagden in de niveauproef. Dat is een voorafgaande proef voor personeelsleden die meedingen naar een definitieve bevordering voor het niveau A, maar die geen universitair diploma hebben. Eenmaal geslaagd, kunnen ze deelnemen aan de eigenlijke selectieproeven voor de sociale promotie. Wie uiteindelijk over het hele parcours slaagt, ontvangt een brevet dat binnen de 7 jaar kan worden gevaloriseerd via mobiliteit. De definitieve benoeming in het niveau A is dan nog eens gelinkt aan het verkrijgen van een functie van dat niveau via een selectie in mobiliteit. Een tijdelijke

aanstelling van C naar A mag dus niet worden verward met een definitieve benoeming van C naar A.

De niveauproef wordt georganiseerd door de directie van de Rekrutering en de Selectie voor alle leden van het CaLog-personeel. Zij bestaat uit computergestuurde teksten die automatisch het eindresultaat genereren.

11.04 Ben Weyts (N-VA): Ik hoop dat ik straks de cijfers op papier krijg. Ik ga ervan uit dat we hier toch spreken over een bedrag van 100.000 euro en ik betreur die uitgave in verhouding tot de baten die dit oplevert voor de federale politie. Het is echter positief dat de minister deze kans aangrijpt om een nieuwe deontologische code te laten uitvaardigen.

11.05 Jean Marie Dedecker (LDD): De Raad van State heeft de beslissing over het degraderen van de dames Ricour en Savonet vernietigd op basis van een argument dat niet een minister dat had mogen doen, maar wel de commissaris-generaal. Dat is de enige reden. De heer Koekelberg beroept zich op een arrest van het Grondwettelijk Hof uit 2002 dat helemaal niet slaat op de dames Ricour en Savonet en daarbij was het rapport van het Comité P overduidelijk. De heer Koekelberg staat blijkbaar boven de wet.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Ben Weyts.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3155 van mevrouw Van Cauter wordt uitgesteld.

12 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de vrije verkoop van lasers" (nr. 3162)

12.01 Katrin Jadin (MR): Laserpointers zijn een veelgebruikt en zeer gewaardeerd hulpmiddel voor professionals, maar een ongeëigend gebruik kan gevaar met zich brengen. Zo valt het naar verluidt voor dat grappenmakers hun laserpointers naar piloten van vliegtuigen of helikopters richten, die daardoor verblind raken. Gelet op het grote risico op ongevallen riskeren de daders van dergelijke vergrijpen tussen tien en dertig jaar opsluiting.

Ik had mijn vraag eerst gesteld aan de staatssecretaris voor Mobiliteit, in verband met de veiligheid op de luchthaven van Zaventem.

Welke maatregelen zullen op onze luchthavens worden genomen om dergelijke feiten in de toekomst te vermijden?

12.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Aangezien dergelijke lasers niet als een wapen worden beschouwd, kan ik het gebruik ervan niet inperken. De vrije verkoop van dergelijke apparaten is een zaak voor de minister voor Ondernemen.

De veiligheidsmaatregelen die van kracht zijn op de Belgische luchthavens behoren tot de bevoegdheid van de staatssecretaris voor Mobiliteit. Het is de luchthavenexploitant die moet toezien op de naleving van die maatregelen. Conform de wetgeving worden er kwaliteitscontroles uitgevoerd.

12.03 Katrin Jadin (MR): Daarom had ik die vraag dus aan de staatssecretaris voor Mobiliteit gericht!

Ik weet ook niet waarom mijn vraag naar minister Turtelboom is doorverwezen. Ik ben niettemin blij met de informatie die ik kreeg. Ik zal mijn vraag ook aan de heren Schouppe en Van Quickenborne stellen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het gebruik, door federale agenten van de FOD Binnenlandse Zaken, van dienstwapens op een privéschietstand" (nr. 3164)

13.01 Katrin Jadin (MR): De ministeriële omzendbrief van 29 oktober 2010 over de toepassing van de wapenwetgeving bevat de voorwaarden waaraan agenten moeten voldoen om hun dienstwapen te mogen

gebruiken op een privéschietstand. De agenten moeten de volgende documenten kunnen voorleggen: een attest waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor de theoretische proef over de wapenwet, een medisch attest, een uittreksel uit het strafregister, een attest waaruit blijkt dat hij met zijn dienstwapen kan omgaan indien hij minder dan vijf jaar anciënniteit heeft en een gunstig advies van de korpschef en van de zonechef; hij moet voorts een bijdrage van 90,73 euro betalen voor model 4.

Sommige van die voorwaarden, zoals de vereiste over vijf jaar anciënniteit te beschikken, lijken me echt te ver gaan. Men gaat er blijkbaar van uit dat een agent die net zijn opleiding achter de rug heeft, niet in staat is om zijn dienstwapen te gebruiken.

Is de huidige politieopleiding onvoldoende? Belet men op deze manier niet dat agenten hun schietvaardigheid verbeteren of vervolmaken? Zouden er niet opnieuw schietstanden moeten komen bij de federale politie? Wat moet een agent tegenwoordig doen om zijn schietvaardigheid op peil te houden?

13.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): Ik ben me ervan bewust dat er onvoldoende schietstanden zijn voor de politiediensten, nu er vier standen die beheerd worden door de federale politie, niet beschikbaar zijn. De schietstand in het Brussels justitiepaleis werd ook gesloten.

Volgens de omzendbrief van 29 oktober 2010, die onder de bevoegdheid van de minister van Justitie valt, moet iedereen dezelfde procedure volgen. Niettemin wordt deze kwestie momenteel onderzocht door de juridische dienst van de federale politie. Ik zal u het advies bezorgen zodra het in mijn bezit is.

13.03 **Katrin Jadin** (MR): Ik heb al dezelfde vraag gesteld aan de minister van Justitie opdat men oplossingen zou kunnen uitwerken.

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het gebruik van radarsnelheidsmeters" (nr. 3171)**

14.01 **Myriam Delacroix-Rolin** (cdH): Als de snelheidsbeperkingen worden nageleefd, kan het aantal doden op de weg sterk dalen.

In de pers was er sprake van personen die duidelijk te snel hadden gereden, maar vrijgesproken werden wegens administratieve problemen of wegens technische problemen met het gebruik van radar. Zij werden vrijgesproken omdat de handleiding van de radar in het Nederlands was opgesteld, omdat er geen testfoto was, omdat het radarmodel niet onder het koninklijk besluit van 11 oktober 1997 viel, omdat een toestel werd geijkt na twee jaar en acht dagen in plaats van na uiterlijk twee jaar enz.

Welke maatregelen werden er getroffen om dergelijke fouten te voorkomen?

14.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): Alle radars die door de federale wegpolie worden gebruikt, zijn gehomologeerd en worden regelmatig geijkt.

Ik weet niet of er ergens in de 195 politiezones niet-conforme radars worden gebruikt. Die vraag is veeleer bestemd voor de lokale overheden, die over deze materie gaan.

In elk proces-verbaal dat wordt opgemaakt naar aanleiding van een snelheidsovertreding die met behulp van een radar werd vastgesteld, vermeldt de politie het nummer van het proces-verbaal van ijking. Zo niet is de vaststelling van de overtreding betwistbaar voor het gerecht en heeft het proces-verbaal geen wettelijke bewijskracht.

14.03 **Myriam Delacroix-Rolin** (cdH): Ware het niet interessant om de zones aan te schrijven en hen erop te wijzen dat de radars binnen de twee jaar opnieuw moeten worden geijkt?

14.04 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): We zullen erover nadenken ...

Het incident is gesloten.

15 Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de gevolgen voor de veiligheid van stakingen in noodoproepcentrales" (nr. 3172)

15.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): In afwachting van een oplossing voor het probleem van de federalisering van de operatoren van de noodoproepcentrales, zouden die operatoren in Vlaams-Brabant hebben besloten om zich nog enkel in het Nederlands uit te drukken. Ik wil aan de alarmbel trekken om de aandacht te vestigen op de levensbedreigende gevolgen die deze communicatieproblemen kunnen hebben in noodsituaties.

Bevestigt u die communicatieproblemen tussen Nederlandstalige operatoren en Franstalige brandweerlieden? Welke initiatieven hebt u genomen om de gemoederen te bedaren? Bent u van plan om te overleggen en zal u bemiddelen met de mensen in Leuven? Zijn de migraties van alle 100-centra gepland voor het najaar van 2011 of worden ze uitgesteld zoals in Namen?

15.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De burgemeester van Eigenbrakel maakt in een brief melding van zijn bezorgdheid en licht dit toe aan de hand van een specifiek geval, maar zijn beweringen worden dan weer tegengesproken door de chef van de 100-centrale van Leuven. Mijn diensten zetten hun onderzoek voort.

Zodra er een politiek akkoord gesloten wordt om over te gaan tot de uitvoering, zal het vakbondsoverleg van start kunnen gaan, en zodra de contouren van de overheveling van de gemeentelijke beambten naar het federale niveau zullen zijn vastgelegd, zal het personeel, dat momenteel afhangt van de gemeenten, hiervan op de hoogte gebracht worden. Ik heb aan de heer Tobback meegedeeld dat de werkzaamheden inzake de federalisering van het personeel voortgezet worden tijdens de periode van lopende zaken.

Voor de overige 100-centrales is er in een gefaseerde migratie voorzien, en de beambten zullen daar een sleutelrol in spelen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3155 van mevrouw Van Cauter wordt omgezet in een schriftelijke vraag. Vragen nr. 3068 van de heer Jadot, nr. 3098 van de heer Vercamer, nr. 3145 van de heer Calvo en nr. 3087 van de heer De Man worden uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.23 uur.